



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana



Au service
des peuples
et des nations

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

Pays : MADAGASCAR

PLAN DE TRAVAIL ANNUEL 2018

Titre du projet	INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES INTEGRES REDEVABLES ET CREDIBLES (IDIRC)
Effets PNUAD/DPP	Les institutions publiques, la société civile et les médias, au niveau central et décentralisé, exercent leurs rôles et sont redevables pour une gouvernance apaisée, protectrice des droits humains.
Résultats attendus du PPAP	Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.
Résultat du Plan des priorités auquel le projet contribue :	1 - La gouvernance des institutions démocratiques clefs est renforcée en transparence, redevabilité, capacité de gestion, inclusion et représentativité du peuple malgache
Produits escomptés	<ul style="list-style-type: none"> • La lutte contre la corruption à Madagascar est renforcée en efficacité • Le contrat social entre la population et l'Etat est renforcé, en améliorant la confiance et redevabilité mutuelle, l'inclusivité et transparence des organes de redevabilité malagasy • Le programme est géré efficacement.
Partenaire de mise en œuvre	PNUD
Parties Responsables	Ministère de la Justice ; Ministère de la Communication et pour les Relations avec les Institutions (MCRI) ; Bureau Indépendant Anti-Corruption, (BIANCO) ; Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité (CSI) ; Service des Renseignements Financiers (SAMIFIN) ; Assemblée Nationale ; Sénat ; Organisations de la Société Civile (OSC) ; Médias

Handwritten signatures and initials in blue ink.

Brève description

Le projet « Institutions Démocratiques, Intègres, Crédibles et redevables » (IDIRC) s'inscrit dans le résultat stratégique 1 du Plan de priorités pour la Consolidation de la Paix à Madagascar (PPCP) : **La gouvernance des institutions démocratiques clefs est renforcée en transparence, redevabilité, capacité de gestion, inclusion et représentativité du peuple malgache**. Il vise l'ensemble des objectifs dudit résultat. Le programme est également en ligne avec le résultat 2 du plan stratégique du PNUD : Il répond aux attentes des citoyens, notamment par la création d'espaces de dialogues entre citoyens et les institutions ainsi que des canaux d'accès à l'information, l'appui aux institutions de redevabilité et de lutte contre la corruption.

Il a comme objectif de contribuer à ce que la gouvernance des institutions démocratiques clefs soit renforcée en transparence, redevabilité, capacité de gestion, inclusion et représentativité du peuple malgache.

A cet effet, les objectifs spécifiques du projet sont les suivants :

- Les institutions nationales de lutte contre la corruption (ILCC) assurent leur mandat avec efficacité et intégrité ;
- L'impunité est réduite à travers le renforcement des mécanismes de contrôle interne de la Justice, le renforcement des capacités, des cadres légaux et institutionnels ;
- La population est habilitée à utiliser à bon escient les mécanismes de lutte contre la corruption ;
- La culture de redevabilité des représentants politiques envers la population est renforcée ;
- La population utilise de manière accrue son droit à l'accès aux documents administratifs et institutionnels ;
- Les OSC et les médias mènent des interpellations et plaidoyers pertinents et responsables.

Ces objectifs seront réalisés par le biais du renforcement des acteurs de lutte contre la corruption, du Parlement et du secteur judiciaire.

L'année 2017 a été l'année de lancement du Projet. Cette première période a déjà permis d'avancer dans beaucoup d'activités surtout ceux qui n'ont pas eu des obstacles politiques.

Concernant le volet lutte contre la corruption, l'année a vu :

- Le lancement de l'appel d'offre pour la réhabilitation du PAC d'Antananarivo, l'achat des équipements et matériels du PAC, le processus de recrutement du personnel du PAC d'Antananarivo (Coordonnateur National, magistrats, greffiers) ;
- la dotation en matériels informatiques des Institutions de la Lutte contre la Corruption (BIANCO, SAMIFIN, CSI) ;
- Le Processus de mise en place d'une Plateforme Numérique de Centralisation des Données a été lancé dans le cadre de la coordination des Institutions de Lutte Contre la Corruption (Ministère de la Justice, BIANCO, SAMIFIN, CSI) ;
- L'étude sur la restructuration du BIANCO ;
- La mise en place de mécanisme de protection des dénonciateurs ainsi que l'atelier de bonne pratique internationale sur le mécanisme de protection des dénonciateurs, des donneurs d'alerte et des témoins ;
- la réalisation des sensibilisations sur les mécanismes et dispositions prévues pour la Lutte contre la Corruption notamment par le biais de la vulgarisation de la SNLCC et des deux lois (loi 2016 – 020 sur Lutte contre la corruption et loi 2016 – 021 sur le Pôle Anti-Corruption dans les Régions Anosy, Androy et Atsimo Andrefana ainsi que des antennes mobiles à Androy,
- les activités innovantes de mobilisation et mobilisation des jeunes en matière de Lutte contre la Corruption par le biais d'octroi de GRANTS à deux ONG (LGW et Transparency International – Initiative Madagascar) ;
- le renforcement des connaissances des Services Techniques Déconcentrées (STD), de la Société Civile et des Jeunes en matière de Lutte contre la Corruption dans la Région Anosy, Androy, Atsimo Andrefana, Boeny et Diana.

Toutes ces actions concourent au renforcement des ILCC afin qu'ils puissent assurer leur mandat avec efficacité et l'intégrité, à la réduction de l'impunité et à la faculté de la population à utiliser à bon escient les mécanismes de lutte contre la corruption.

Sur le plan du renforcement des mécanismes de contrôle interne de la Justice, des activités importantes ont pu être achevées surtout la descente du Conseil Supérieur de la Magistrature au niveau de 6 Régions notamment Région Atsimo Andrefana, Région Anosy, Région Androy, Région Boeny, Région Diana, Région Atsimo Atsinanana et Région Analamanga ainsi que les ateliers de renforcement des capacités des magistrats et des greffiers sur le code d'éthique et de déontologie, l'appui à la réalisation des enquêtes du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) auprès des Tribunaux de Première Instance (TPI), l'information des acteurs non magistrat, la société civile, les Officiers de Police Judiciaire et les médias sur la mission du CSM, les obligations déontologiques imputables aux magistrats et les procédures de dépôts et de traitement des doléances et dossiers disciplinaires, l'évaluation juridique et informatique de l'informatisation du casier

Sur le plan de l'appui aux institutions de redevabilité, une série d'actions a été également déjà réalisées en 2017. Le renforcement des capacités des staffs et de la commission juridique de l'Assemblée Nationale et du Sénat sur l'analyse des projets de textes et lois, l'organisation de deux journées portes ouvertes à Antananarivo et à Toliara, l'élaboration et la traduction en version malagasy du « guide d'actions de lutte contre la corruption pour les parlementaires », la réalisation d'atelier avec les parlementaires du Sud sur les besoins pour les relations avec les électeurs et enfin la réalisation d'émissions télévision et radio l'Assemblée Nationale et du Sénat et leur diffusion périodique sur les chaînes nationales (TVM et RNM) réalisés l'année 2015 renforceront le rôle législatif, de contrôle et de représentation du Parlement ainsi que la culture de redevabilité.

Pour 2018, le projet continuera les activités et capitalisera les acquis de l'assistance déjà fournie depuis 2017 au profit des acteurs de lutte contre la corruption, du Parlement en tant qu'institution de redevabilité et du secteur de la Justice.

L'accent sera mis cette année sur l'intensification du processus d'assistance et de renforcement des trois secteurs suscités si bien que le projet vise ainsi à :

- Renforcer les capacités des acteurs anti-corruption et leur coordination et appuyer des initiatives innovantes de mobilisation.
- Mettre en place un mécanisme de protection des dénonciateurs ;
- Communiquer à la population les mécanismes et dispositions prévues dans le cadre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption (SNLCC),
- Contribuer à la réduction de l'impunité par le renforcement des mécanismes de contrôle interne de la justice et des renforcements de capacités,
- Renforcer la culture de redevabilité du Parlement envers la population par le renforcement des parlementaires sur leur redevabilité, la transparence et la lutte contre la corruption et la mise en œuvre d'outils de dialogue entre parlementaires et électeurs,
- Appuyer l'élaboration et la promulgation de la loi sur l'accès à l'information.

Les exigences spécifiques des femmes et des jeunes, ainsi que des groupes vulnérables, sont pleinement intégrés et systématiquement abordées de façon transversale afin d'assurer un meilleur impact.

Période du Programme :	2016-2018	Budget PTA 2018 :	632 530 USD
Domaine de Résultats-clés (Plan Stratégique) :		Ressources totales requises :	632 530 USD
Résultat 2- Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent		Total des ressources allouées	USD
		• Fonds réguliers :	0
		• PBF :	632 530 USD
		Budget non financé :	
		Contribution en nature	

l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

Atlas Award ID : 00097146

Date de début : septembre 2016

Date de fin : 31 décembre 2018

Modalité d'exécution : DIM

Accord du PNUD :



Signature

Date

16/1/18

Représentant résident adjoint (P)

II – PLAN DE TRAVAIL ANNUEL

Priorité du pays : Le renforcement de la Gouvernance, de l'Etat de droit et l'instauration d'une justice Equitable.

Effet 2 UNDAF: Les institutions publiques, la société civile et les médias, au niveau central et décentralisé, exercent efficacement leurs rôles et sont redevables pour une gouvernance apaisée, protectrice des droits humains.											
Effet 2 du Plan Stratégique : Les attentes des citoyens, notamment en matière de liberté d'expression, de développement, de primauté du droit et de redevabilité sont satisfaites grâce à des systèmes plus solides de gouvernance démocratique											
Résultat 2 du CPD : Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.											
INDICATEUR 2.2. Nombre d'institutions et acteurs (y compris le Parlement et l'organe de gestion des élections) disposant d'outils et de compétences nécessaires à l'exercice de leurs missions et à la promotion de la participation citoyenne y compris les femmes et les jeunes											
Baseline 2017: 6 Cible 2018 : 12 Gender Marker: 2 (L'égalité de genre est un objectif significatif du produit)											
INDICATEUR 2.3. Nombres d'initiatives appuyées contribuant à la lutte contre la corruption ou à la participation citoyenne.											
Baseline 2017: 5 Cible 2018 : 6 Gender marker: 2 (L'égalité de genre est un objectif significatif du produit)											
SOUS-PRODUITS	Activités	CALENDRIER				RESSOURCES					
		T1	T2	T3	T4	Source de financement	Description du budget	Montant budget	Montant en USD	Disponible	Observation
Sous-produit 1 : La lutte contre la corruption à Madagascar est renforcée en efficacité	Résultats d'activité 1.1 Les institutions nationales de lutte contre la corruption assurent leur mandat avec efficacité et intégrité								176,000	176,000	0
	1.1.1 Accompagner la mise en place et opérationnalisation des PAC					30000			161,000		
	Appui matériel à l'opérationnalisation (Réhabilitation PAC Tanà)		x	x			73400 Travaux de réhabilitation	100,000	105,000		
							71300 Consultance Ingénieur	5,000			
	Formation technique (Antananarivo/ en coordination avec SCAC : impregnation)/ faire appel à un Expert international		x	x			71600 Mission expert intl	14,000	19,000		
	Elaboration de manuel d'opération du PAC (administrative et judiciaire)		x	x			75700 Atelier	5,000			
							74100 Cabinet d'étude	19,000	19,000		

Indicateur 1.1.2 Nombre de PAC Baseline : 0 Cible : 3	Sensibilisations									71600 Mission	3,000			
										72400 Communication AV	12,000			
										75700 Atelier	3,000			
Indicateur 1.1.3 - Nombre de décisions communément prises lors des réunions de coordinations entre le BIANCO, CSI, SAMIFIN Baseline : 2 Cible : 5	1.1.2 Renforcer les capacités du BIANCO, CSI et SAMIFIN et leur coordination (entre eux et avec PAC)									30000				
	Dotation de matériels (ILCC)													
	Session conjointe de renforcement des capacités / coordination													
Indicateur 1.2.1 - Opérationnalité de l'agence de recouvrement Baseline : 0 Cible : 1	Résultats d'activité 1.2 L'impunité est réduite à travers le renforcement des mécanismes de contrôle internes de la Justice, le renforcement des capacités, des cadres légaux et institutionnels													
	1.2.1 Appuyer les mécanismes d'intégrité du système judiciaire													
	Analyse des besoins pour l'Opérationnalisation de la Commission de Réforme pour l'intégrité judiciaire													
	Sensibilisation sur l'intégrité judiciaire (DPI MINJUS et CSI)													
	1.2.2. Appuyer l'effectivité de l'exécution des peines grâce à la frappe des jugements													
	Frappe des jugements dans des TPI Antananarivo													
	1.2.3. Informatisation du casier judiciaire													
	Formation des greffiers sur le système													
												104,530	104,530	0
												13,000		
												2,000		
												3,000		
												5,000		
												3,000		
												10,000		
												10,000		Convention avec ENMG pour la frappe de jugement
												31,530		
												1,650		
												22,750		

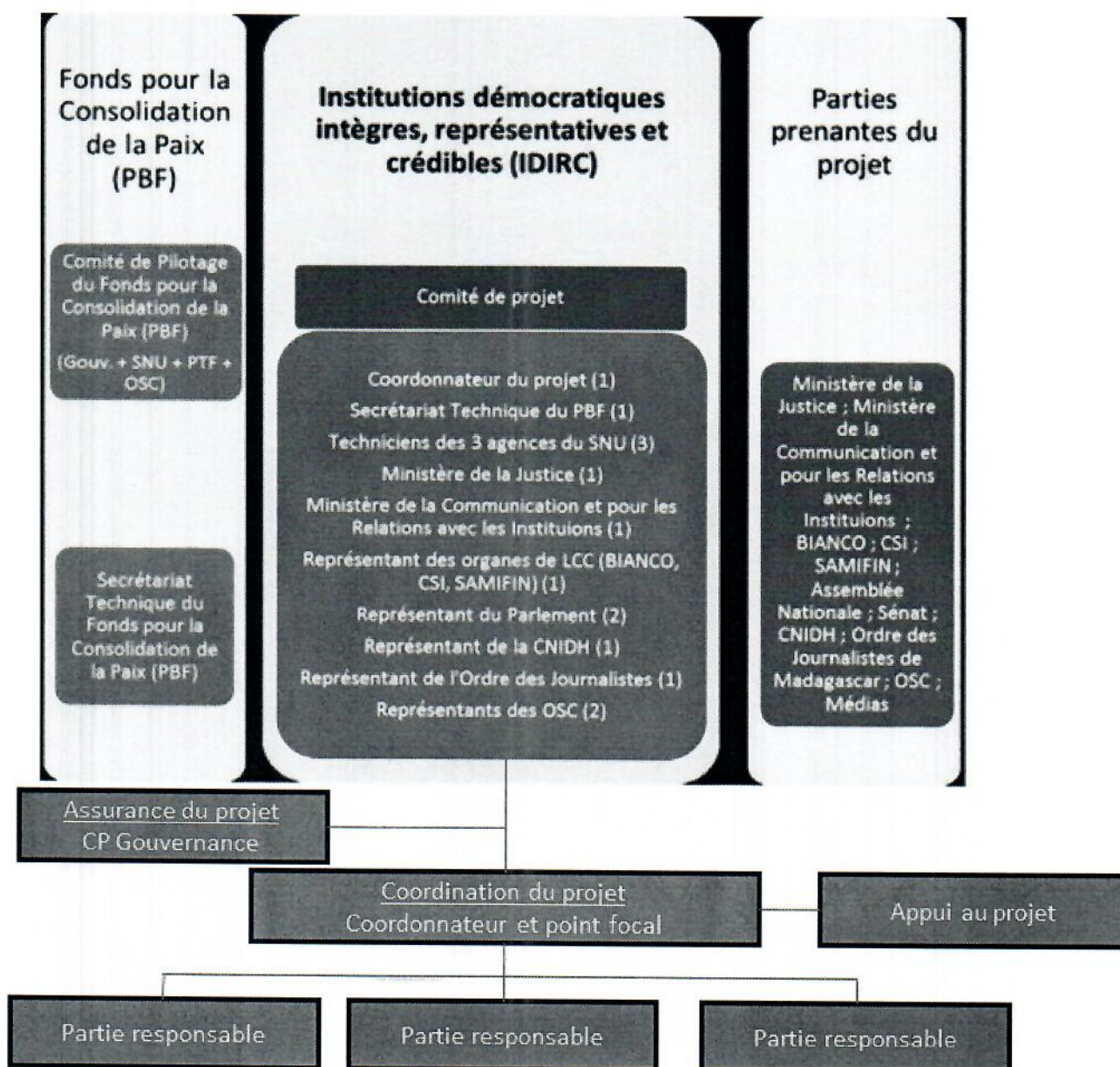
Indicateur 1.3.1 - Nombre de dénonciations de corruption faites à travers la ligne verte du BIANCO Baseline : 600 Cible : 1200	Achat de matériels et équipements pour les greffiers du Tribunal de Première Instance (Voir avec RED) et fournitures d'internet	x	x						75700 Atelier	11,350			
									71600 Mission	7,000			
									71300 Consultant Info & Jurid.	2,750			Reliquat consult info & Jur
	Achat ou développement de logiciel								71300 Consultant Info	8,780	8,780		Consultant développeur logiciel
	1.2.4. Appuyer la mise en œuvre de la loi sur le recouvrement des avoirs							30000			50,000		
	finalisation des décrets d'application				x				75700 Atelier	5,000	5,000		
	Conception d'un modèle d'agence de recouvrement			x	x				71300 Consultant Internl	15,000	20,000		Atelier de restitution
	Appui et opérationnalisation d'agence de recouvrement					x			75700 Atelier	5,000			
									72800 10 kits info et mobiliers de bureau	25,000	25,000		Dotation matériels
	Résultat d'activité 1.3 La population est habilitée à utiliser à bon escient les mécanismes de lutte contre la corruption										86,400	86,400	0
Indicateur 1.3.2 - Existence d'une stratégie	1.3.1. Mise en place d'un mécanisme de protection des dénonciateurs (whistleblowers)							30000			28,300		
	Elaboration d'un mécanisme de protection des dénonciateurs (atelier de validation)	x	x						74100 Cabinet d'étude	13,100	14,600		Reliquat 60% restructuration
									75700 Atelier	1,500			Atelier de validation
	Conception d'un modèle de dénonciation des abus par appel téléphonique gratuit (numéro vert) et fonctionnement Ou SINON "état zéro de la SNLCC"	x	x						74100 Cabinet d'étude	10,700	13,700		
	1.3.2. Réaliser une étude sur la corruption sexuelle et basée sur le genre et élaborer des outils de sensibilisation							30000			34,600		

gouvernementale ou d'un plan d'action pour aborder la corruption sexuelle Baseline : 0 Cible : 1	Réalisation de l'étude et conception/élaborer des outils de sensibilisation	x	x				74100 Cabinet d'étude	15,000	15,000		
	Duplication ou diffusion des outils de sensibilisation		x				72 400 Communication	14,600	19,600		Support comm
							75700 Atelier	5,000			
	1.3.3. Communiquer à la population les mécanismes et dispositions prévues pour la LCC						30000		23,500		
	Vulgarisations	x	x	x	x		71600 Mission	10,000	23,500		Duplication support : 10 000
							75700 Atelier	3,500			
							72 400 Communication	10,000			
	TOTAL Résultat d'activité 1								366,930	366,930	
Sous-produit 2 : Le contrat social entre la population et l'Etat est renforcé, en améliorant la confiance et la redevabilité mutuelle, l'inclusivité et transparence des organes de redevabilité malagasy	Résultat d'activité 2.2 La culture de la redevabilité des représentants politiques envers la population est développée/améliorée								63,400	63,400	0
	2.2.1. Renforcer la connaissance des Parlementaires sur leur redevabilité, la transparence et la lutte contre la corruption						30000		20,000		
	Partages d'expériences et de bonnes pratiques par l'invitation des représentants de GOPAC ou APNAC	x	x				71600 Mission	7,000	10,000		Mission GOPAC ou APNAC
							75700 Atelier	3,000			
	Elaboration de code de conduite par et pour parlementaires en particulier les femmes		x				71600 Mission	6,000	10,000		
							75700 Atelier	4,000			
Indicateur 2.2.1 - Pourcentage de Parlementaires déclarant connaître le code d'éthique et de déontologie Baseline : 0% Cible : 80%	2.2.2 Renforcer les capacités des commissions juridiques de l'AN et du Sénat et de leur staff à analyser les textes et projets de loi						30000				
	2.2.3 Appuyer l'élaboration d'outils de dialogue entre parlementaires et électeurs						30000		43,400		
	Appuyer les outils de redevabilité déjà en place : émission TV/Radio AN & Sénat (Production et diffusion)	x					72 400 Communication	20,950	20,950		Reliquat paiement Rams'flare & C/Liaison

[illegible]

Sous-produit 4 : Le programme est géré efficacement	Renforcement de capacité des OSC en matière d'interpellation	x	x						75700 Atelier	2,000	8,000		
									71600 Mission	4,000			
									72 400 Communication	2,000			Support de comm
	Appui aux Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité du BIANCO	x	x						72 400 Communication	3,000	4,000		
									75700 Evenementiel	1,000			
	TOTAL Résultat d'activité 3									0	31,000	31,000	
	Résultat d'activité 4.1 : L'équipe de mise en oeuvre du projet est mise en place et opérationnelle										148,500	0	
	4.1.1. Mettre à disposition du personnel PNUD pour la mise en oeuvre du projet et assurer l'appui technique nécessaire							30000			148,500		
	Salaire Service Contract (SC)	x	x	x	x	x			71400 Contractual Services		53,000		
	Salaire du Conseiller en Gouvernance	x	x	x	x	x			61300 Salaries - IP Staff		50,000		
Résultat d'activité 4.2: La mise en oeuvre du projet est communiquée et suivie, et l'assurance qualité est assurée par le programme du PNUD	Communication du projet	x	x	x	x	x			72 400 Communication		9,500		
	Dépenses du Projet (Entretien voiture, formation etc.)	x	x	x	x	x			74500 Divers		11,400		
	Contribution location bureau	x	x	x	x	x			73100 Loyer bureau		18,000		
	Carburant voiture	x	x	x	x	x			72300 Carburant		6,600		
	Résultat d'activité 4.2: La mise en oeuvre du projet est communiquée et suivie, et l'assurance qualité est assurée par le programme du PNUD									0	22,700		
	4.2.1. Assurer la communication							30000			11,350		
	4.2.2. Assurer le suivi et l'évaluation							30000			11,350		
	TOTAL Résultat d'activité 4									0	171,200	171,200	
	TOTAL GENERAL										632,530	632,530	

Structure d'organisation du projet



- 3.1. Etant donné que ce projet est mis en œuvre sous modalité DIM, le **partenaire de mise en œuvre** est le PNUD. Il est responsable et redevable de la mise en œuvre du projet, la réalisation des produits attendus du projet, et l'utilisation efficace des ressources allouées au projet.
- 3.2. La **partie responsable** est une entité choisie pour agir au nom du Partenaire de mise en œuvre afin de tirer profit de leurs compétences spécialisées, d'atténuer les risques et de diminuer les lourdeurs administratives, sur la base d'un document ou contrat écrit lui permettant d'acheter des biens ou fournir des services financés sur le budget du projet,

Toutes les parties responsables sont directement redevables devant le partenaire de mise en œuvre en conformité avec les termes de leur accord ou du contrat signés entre les deux parties.

3.3. **Le Comité de Projet** est la principale instance décisionnelle du projet, en charge des orientations du projet et de la validation de ses résultats. Il comprend les fonctions suivantes :

- **L'Exécutif**, qui préside le Comité de projet, est désigné par **le PNUD**. Il a la responsabilité de l'utilisation efficace des ressources allouées au projet et de l'obtention des résultats (Cf. Réglementation Financière 27.01).
- Le **Partenaire de développement** ou **Fournisseur principal** représente les intérêts des parties qui financent et/ou fournissent de l'expertise technique pour le projet. La fonction du fournisseur principal au sein du Comité est de fournir des orientations concernant la faisabilité technique et financière du projet. Le fournisseur principal est donc constitué par les structures censées réaliser les produits du projet.

A ce titre, il comprendra les représentants du partenaire de mise en œuvre, des parties responsables et d'autres donateurs et agences spécialisées éventuels.

- Les **Représentants des bénéficiaires** ou **Bénéficiaires principaux** représentent les intérêts des bénéficiaires du programme/projet. Ils ont pour fonction principale d'assurer au sein du comité de pilotage la réalisation des résultats du projet dans la perspective des bénéficiaires du projet. Leur rôle est de défendre les intérêts de tous ceux qui vont bénéficier du projet, ou ceux pour lesquels les livrables résultant des activités permettront d'atteindre des cibles spécifiques. Les bénéficiaires principaux suivent l'avancement du projet conformément aux cibles fixées et aux critères de qualité. Cette fonction est assurée par les communautés, les communes, les régions, les Organisations de la Société civile œuvrant dans les domaines touchés par le projet.
- **L'Assurance de projet** est le rôle de tous les membres du Comité de projet, mais elle peut être déléguée. Elle appuie le comité en assurant une fonction objective et indépendante de surveillance et de suivi sur le projet. Ce rôle s'assure que les principales étapes du projet sont mises en œuvre et complétées.

Pour le PNUD, l'assurance du projet revient au Chargé de Programme Gouvernance.

3.4. **L'Unité de Gestion de projet** est dirigée par un **Coordonnateur inter-agence**. Il assure la cohérence des interventions des différentes agences du SNU impliquée dans la mise en œuvre du projet.

Pour les volets du projet géré par le PNUD, le **Point focal** est le gestionnaire, responsable de la mise en œuvre quotidienne du projet, au nom du partenaire de mise en œuvre, et dans les limites accordées par le Comité de projet. La principale responsabilité du gestionnaire de projet est de s'assurer que le projet délivre les produits spécifiés dans le document de projet selon les normes de qualités requises et en respectant les contraintes de temps et de coût.

Le Point focal est le certificateur sur le budget du projet relatif au volet géré par le PNUD.

Le Point focal assure la réalisation des activités opérationnelles aussi bien au niveau central qu'au niveau décentralisé et sont co-responsables de la qualité des résultats du projet. Il est redevable de l'utilisation efficiente et efficace des ressources, ainsi que de l'utilisation

rationnelle des biens et équipements acquis dans le cadre de ce projet, dans le respect des procédures en vigueur.

VI – CADRE DE SUIVI ET EVALUATION

Vis à vis des dispositions mentionnées dans le CPAP, le mécanisme de suivi et d'évaluation est entrepris conformément à la matrice des résultats de l'UNDAF ainsi qu'au plan de suivi et d'évaluation du programme. L'objectif étant de veiller à une utilisation efficace des ressources du programme ainsi qu'à la redevabilité, la transparence et l'intégrité. Le partenaire de mise en œuvre présentera des rapports de progrès trimestriels sur les réalisations et les résultats du projet, les risques, les problèmes rencontrés lors de l'exécution du projet ainsi que l'utilisation des ressources comme il en a été convenu dans le PTA, conformément aux dispositions et du PNUD en la matière.

Sur une base trimestrielle :

- Une évaluation de la qualité enregistrera les progrès réalisés vers l'atteinte des résultats clés, basée sur les critères de qualité et les méthodes consignées dans le tableau de gestion de la qualité ;
- Un journal des problèmes sera activé dans Atlas et mis à jour par le chef de projet afin de faciliter le suivi et la résolution de problèmes potentiels ou des demandes de modification ;
- Un journal des risques fondé sur une analyse initiale des risques (voir journal des risques en annexe) sera activé dans Atlas et régulièrement mis à jour en fonction des facteurs de l'environnement externe qui pourraient affecter la réalisation du projet ;
- Un rapport trimestriel d'avancement fondé sur les informations susmentionnées enregistrées dans Atlas sera soumis par le chef de projet au Comité de projet par le biais de l'assurance projet. Ce rapport suivra le format de rapport standard disponible dans l'Executive Snapshot ;
- Un journal des enseignements sera activé et régulièrement mis à jour pour assurer l'apprentissage et l'adaptation continus au sein de l'organisation et faciliter la préparation du rapport sur les enseignements à la fin du projet ;
- Un plan de suivi du calendrier sera activé dans Atlas et mis à jour afin de suivre les actions/événements clés en matière de gestion.

Annuellement :

- **Visites du projet :** Des représentants du PNUD et du gouvernement devraient visiter le projet au moins une fois par an. Les visites de terrain servent à valider les résultats, plus particulièrement ceux obtenus au cours de la période précédant la visite. Si entreprise pendant la dernière partie de l'année d'exercice, la visite de terrain devrait fournir les dernières informations relatives à l'avancement du projet vis à vis du rapport annuel. Chaque visite de terrain devrait être suivie de l'élaboration d'un bref document faisant office de rapport qui sera déposé au plus tard une semaine après le retour au bureau ;
- **Rapport d'examen annuel :** Un rapport d'examen annuel sera rédigé par le chef de projet et transmis au Comité de projet et au Comité des résultats. Le rapport d'examen annuel devra au minimum contenir le format type du rapport trimestriel d'activité d'Atlas, couvrant toute l'année, ainsi que des informations à jour sur chacun des éléments mentionnés du rapport trimestriel ainsi qu'une synthèse des résultats obtenus par rapport aux cibles prédéfinies au niveau des produits.
- **Examen annuel du projet :** Sur la base du rapport ci-dessus, le projet fera l'objet d'un examen annuel durant le quatrième trimestre de l'année ou juste après, afin d'analyser la performance du projet et

valider le plan de travail annuel pour l'année suivante. Durant la dernière année, cet examen se fera sous forme d'évaluation finale. Cet examen est mené par le Comité de projet et peut impliquer d'autres parties prenantes si besoin. Il portera sur les progrès réalisés vers l'obtention des produits escomptés et veillera à ce que ces derniers restent cohérents avec les résultats appropriés.

V – CADRE LEGAL

CADRE LEGAL ET CLAUSES STANDARDS

Ce document de projet sera l'instrument auquel il est fait référence dans l'Article 1 de l'Accord Standard Basique d'Assistance (ASBS) entre le Gouvernement de Madagascar et le PNUD, signé le 19 mars 1991 et ratifié en 1992. Toutes les références dans l'ASBS à « l'Agence d'Exécution » seront interprétées comme faisant référence au « Partenaire de Mise en œuvre ».

GESTION DES RISQUES ET CLAUSES STANDARD

1. Le PNUD en tant que Partenaire de Mise en Œuvre doit se conformer avec les politiques, procédures et pratiques du Système de Gestion de la Sécurité des Nations Unies.
2. Le PNUD accepte d'entreprendre tous les efforts raisonnables pour s'assurer qu'aucun des [fonds du projet à insérer] [1] [fonds du PNUD reçus en vertu du document de projet] [2] ne sont utilisés pour fournir un soutien à des personnes ou entités associées au terrorisme et que les bénéficiaires de tous les montants fournis par le PNUD tel que mentionné ci-dessous ne figurent pas sur la liste tenue par le Comité du Conseil de Sécurité établie suite à la résolution 1267 (1999). La liste peut être consultée via http://www.un.org/sc/committees/1267/aq_sanctions_list.shtml. Cette disposition doit être incluse dans tous les sous-contrats ou sous-accords conclus en vertu du présent document de projet.
3. Conformément aux Politiques et Procédures des Programmes et Opérations (POPP) du PNUD, la durabilité sociale et environnementale sera renforcée par l'application des Standards Sociaux et Environnementaux du PNUD (<http://www.undp.org/ses>) et le Mécanisme de Redevabilité y afférant (<http://www.undp.org/secu-srm>).
4. Le partenaire de mise en œuvre doit: (a) conduire les activités liées aux projets et programme d'une manière compatible avec les Standards Sociaux et Environnementaux du PNUD, (b) mettre en œuvre un plan de gestion ou d'atténuation préparé pour le projet ou programme pour se conformer à ces standards, et (c) s'engager de manière constructive et en temps opportun pour répondre aux préoccupations et plaintes soulevées par le biais du Mécanisme de Redevabilité. Le PNUD veillera à ce que les communautés et les autres parties prenantes du projet sont informées et ont accès au Mécanisme de Redevabilité.
5. Tous les signataires du document de projet doivent coopérer de bonne foi avec tout exercice pour évaluer tous les engagements liés programme ou aux projets ou la conformité aux Standards Sociaux et Environnementaux du PNUD. Ceci inclut de fournir l'accès aux sites du projet, le personnel concerné, l'information et la documentation.



ANNEXES

Annexe 1 : Journal de qualité

Annexe 2 : Journal des risques

Annexe 3 : Journal des problèmes

Annexe 4 : Plan de suivi et de communication

Annexe 5 : Liste des acronymes

1 2
B 2

Annexe 1 : JOURNAL DE QUALITE

Produit 1 : La lutte contre la corruption à Madagascar est renforcée en efficacité		
Activity 1.1: Les institutions nationales de lutte contre la corruption y compris la Justice, assurent leur mandat avec efficacité et intégrité	Renforcement des capacités des Institutions de la Lutte contre la Corruption (BIANCO, CSI et SAMIFIN et PAC et leur coordination (entre eux et avec le PAC)	Date de début : Janvier 2018 Date de fin : 10 Décembre 2018
Objectif	-Soutenir la lutte contre la corruption (LCC) à travers le renforcement des capacités, de l'efficacité et de l'intégrité des institutions nationales de LCC et la coordination entre eux.	
Description	Accompagner la mise en place et opérationnalisation des Pôles Anti-Corruption (PAC) Renforcer les capacités du BIANCO, CSI et SAMIFIN et leur coordination (entre eux et avec le PAC)	
Critères de qualité	Démarche qualité	Date d'évaluation
Réhabilitation du bâtiment du PAC Tanà répondant aux normes et qualités requises	Réception provisoire et finale au premier trimestre 2018	Mars 2018
Satisfaction des participants	Evaluation des formations de la part des participants magistrats et greffiers	Décembre 2018
Les matériels répondent aux besoins des institutions de la LCC et aux qualités requises	Vérification sur la base des caractéristiques identifiées	Septembre 2018
Le mécanisme et les outils de coordination entre les institutions de la LCC sont adaptés aux réalités et répondent aux enjeux	Analyse de l'adéquation au contexte des outils et mécanismes	Décembre 2018
Activity 1.2: L'impunité est réduite à travers le renforcement des mécanismes de contrôle interne de la Justice, le renforcement des capacités, des cadres légaux et institutionnels.	Renforcement des mécanismes de contrôle interne de la justice, appui à l'effectivité des jugements, appui à la mise en œuvre de cadres légaux	Date de début : janvier 2018 Date de fin : 10 Décembre 2018

Objectif	Mettre fin à l'impunité, sensibiliser aux comportements intègres au niveau de la Justice et mettre en œuvre des cadres légaux et institutionnels	
Description	Appuyer les mécanismes d'intégrité du système judiciaire Appuyer l'effectivité de l'exécution des peines grâce à la frappe des jugements Informatisation du casier judiciaire Appuyer la mise en œuvre de la loi sur le recouvrement des avoirs	
Critères de qualité	Démarche qualité	Date d'évaluation
Les besoins pour l'Opérationnalisation de la Commission de Réforme pour l'Intégrité Judiciaire sont définis selon des critères bien précis Les cibles de la Direction de la Promotion de l'Intégrité (DPI) du Ministère de la Justice et du CSI pour la sensibilisation de l'intégrité judiciaire sont bien déterminés et représentant un panel adéquat	Analyse du rapport du consultant national et rapport d'atelier Qualité et inclusivité des parties concernées par la sensibilisation	Juin 2018 Décembre 2018
Jugements arriérés frappés par des agents de saisie spécialisés Les Tribunaux d'intervention concernés présentant un fort taux de jugement arriérés	Analyse des documents et nombre de jugement arriérés frappés	Décembre 2018
L'évaluation juridique et informatique permettant de présenter l'état des lieux et des recommandations adaptée au contexte Logiciel adapté aux réalités malagasy Satisfaction des greffiers et autres parties prenantes concernées par la formation	Analyse des rapports d'évaluation Logiciel disponible Evaluation des formations de la part des participants	Mars 2018 Juin 2018 Septembre 2018

Décrets d'application conforme à la loi sur le recouvrement des avoirs	Décrets d'application disponible	Septembre 2018
Modèle d'agence de recouvrement adaptés au contexte malagasy et accepté par tous	Modèle d'agence de recouvrement élaboré, disponible et conforme au contexte national Qualité et inclusivité de toutes les parties prenantes	Décembre 2018

Activity 1.3: La population est habilitée à utiliser à bon escient les mécanismes de lutte contre la corruption	Mise en place et en œuvre de mécanismes et d'outils permettant à la population d'être sensibilisé et de lutter contre la corruption	Date de début : Février 2018 Date de fin : 10 Décembre 2018
Objectif	- Permettre à la population d'être partie prenante à la lutte contre la corruption et d'utiliser les dispositifs et outils mis à sa disposition de manière efficace	
Description	- Mise en place d'un mécanisme de protection des dénonciateurs (whistleblowers) - Réaliser une étude sur la corruption sexuelle et basée sur le genre et élaborer des outils de sensibilisation - Communiquer à la population les mécanismes et dispositions prévues pour la LCC	
Critères de qualité	Démarche qualité	Date d'évaluation
Le mécanisme de protection des dénonciateurs ((whistleblowers) est pérenne	Mécanisme respectant les normes requis	Mars 2018
Etat zéro de la SNLCC élaboré selon les normes et qualités requises	Document de « l'état zéro de la SNLCC ». Forte collaboration avec les Institutions de Lutte contre la Corruption	Septembre 2018
L'étude sur la corruption sexuelle et basée sur le genre est selon les normes	Respect des normes internationales pour les études	juin 2018
Les outils de sensibilisation sont élaborés par cible	Outils de sensibilisation spécifiques par cible	septembre 2018
Mécanismes et dispositions prévues pour la LCC	Large panel de population, désagrégée par âge (adultes et jeunes) et genre (hommes et femmes) touché	Décembre 2018

Produit 2 : Le contrat social entre la population et l'Etat est renforcé, en améliorant la confiance et la redevabilité mutuelle, l'inclusivité et transparence des organes de redevabilité malagasy		
Activity 2.2: La culture de la redevabilité des représentants politiques vers la population est renforcée	Renforcement du Parlement, à travers ces deux chambres pour renforcer la culture de redevabilité	Date de début : février 2018 Date de fin : 10 Décembre 2018
Objectif	Rapprocher la population des dirigeants politiques et rendre les organes de redevabilité et de contrôle inclusifs, efficaces et transparents	
Description	<ul style="list-style-type: none"> - Partager les expériences et bonnes pratiques par l'invitation des représentants de GOPAC ou APNAC - Elaborer les codes de bonnes conduites par et pour les parlementaires y compris les femmes - Appuyer l'élaboration d'outils de dialogue entre Parlementaires et électeurs - Organisation de portes ouvertes du Parlement 	
Critères de qualité	Démarche qualité	Date d'évaluation
Satisfaction des participants aux ateliers de partage d'expériences et de bonnes pratiques par les représentants de GOPAC ou APNAC	Evaluation des formations de la part des participants ; fiches de présence ; analyse des PV des ateliers	Juin 2018
Codes de bonnes conduites ayant le maximum de parlementaires adhérant(e)s	Participation active et inclusive des parlementaires	Septembre 2018
Outils de dialogue entre Parlementaires et électeurs atteignant les principales cibles	Outils élaborés selon les cibles	Décembre 2018

Produit 3 : La population malgache est plus résiliente et participe de façon responsable et informée à la gestion de la chose <i>politique</i>		
Activity 3.1: La population utilise de manière accrue son droit à l'accès aux documents administratifs et institutionnels	Elaboration de cadres légaux du droit d'accès à l'information	Date de début : janvier 2018 Date de fin : 10 Décembre 2018
Objectif	Donner à la population un meilleur accès aux informations du domaine public, en particulier les informations relatives aux actions des organes de redevabilité et de contrôle ainsi que celles des institutions de lutte contre la corruption	
Description	Appuyer l'élaboration et la promulgation de la loi sur l'accès à l'information	
Critères de qualité	Démarche qualité	Date d'évaluation
La loi sur l'accès à l'information répond aux enjeux et adapté aux réalités	Loi sur l'accès à l'information répondant aux normes et enjeux	Décembre 2018
Activity 3.2: Les OSC et les médias mènent des interpellations et plaidoyers pertinents et responsables	Appui des initiatives d'interpellation et de plaidoyer	Date de début : Janvier 2018 Date de fin : 10 Décembre 2018
Objectif	Appuyer les initiatives des OSC et des médias en matière d'interpellations et plaidoyers à travers des initiatives de sensibilisation des jeunes en LCC, en éducation civique, en journalisme d'investigation et en moyens de communication	
Description	- Appuyer des initiatives de sensibilisation et mobilisation des jeunes en matière de lutte contre la corruption, redevabilité et prévention/gestion de conflit	
Critères de qualité	Démarche qualité	Date d'évaluation
Les projets des OSC et association de jeunes sélectionnés sont innovants et pérennes	Réseaux d'honnêteté et d'intégrité (associations de jeunes) appuyés et motivés	Septembre 2018

Produit 4 : Le programme est géré efficacement		
Activity 4.1: L'équipe de gestion du programme est mise en place et opérationnelle	Gestion du programme	Date de début : janvier 2018 Date de fin : 10 Décembre 2018
Objectif	S'assurer de la disponibilité du personnel et de l'appui technique nécessaire	
Description	Paieement des charges du personnel du programme	
Critères de qualité	Démarche qualité	Date d'évaluation
Compétences du personnel répondent aux TDR	Rapports et Procès-verbal de réunion Evaluation du personnel Fiche de présence	Décembre 2018
Activity 4.2 : La mise en œuvre du projet est communiqué et suivie, et l'assurance qualité est assurée par le programme du PNUD	Mise en œuvre et suivi du programme	Date de début : janvier 2018 Date de fin : 10 Décembre 2018
Objectif	Assurer la mise en œuvre, la communication, l'assurance qualité et le suivi du projet	
Description	Elaboration des différents documents de gestion du projet (PTA, PTT, plan opérationnel, journaux), de suivi (plan de suivi et communication) Organisation des revues du suivi, audit et évaluation du projet	
Critères de qualité	Démarche qualité	Date d'évaluation
Respect des délais et de la périodicité dans la production des rapports	Date de production et d'envoi des rapports	Juillet 2018 Décembre 2018
Respect des normes de qualité des rapports	Analyse de rapport (conformité)	Juillet 2018 Décembre 2018
Nombre et qualités des parties prenantes aux revues et missions de suivi	Fiche de présence des participants (aux revues et missions de suivi)	Juillet 2018 Décembre 2018

Annexe 2 : JOURNAL DES RISQUES

Type	Date d'identification	Description	Date de mise à jour	Réponses du management / Contre mesure	Statut critique (Oui/Non)	Responsable du suivi
Organisationnel	février 2018	« Turn-over » au sein des acteurs de redevabilités lesquels sont régulièrement mutés ou remplacés et qui ne permettent pas aux institutions bénéficiaires d'avoir les informations à jour sur le projet et qui pourrait retarder la mise en œuvre	30 juin 2018	Inciter les institutions à nommer des fonctionnaires « points focaux » pour éviter de changer d'interlocuteur à chaque réunion Etablissement de liens avec les techniciens des institutions moins sujets à des rotations	Oui	Chargé de programme
Politique	Janvier 2018	Le contexte de phase électoral pouvant entraîner une instabilité politique ainsi que de fin de mandat des parlementaires et le manque de dynamisme au niveau des 2 chambres (haute et basse) pourraient ralentir la mise en œuvre des activités menées	31 décembre 2018	Avec l'appui de l'Unité Stratégique et Politique, le Bureau Pays va suivre la situation et des actions appropriées seront prises pour que cela n'affecte pas négativement le Programme.	Oui	Chargé de programme
		Manque de volonté politique des instances nationales dans la mise en œuvre effective des	31 décembre 2018	Forte implication du Senior Management du PNUD pour procéder au plaidoyer pour		

Type	Date d'identification	Description	Date de mise à jour	Réponses du management / Contre mesure	Statut critique (Oui/Non)	Responsable du suivi
Stratégique	Janvier 2018	différentes actions en vue de la LCC et l'amélioration du contrat social entre la population et l'Etat notamment à la promulgation des lois sur le recouvrement des avoirs		s'assurer de l'implication des instances nationales pour la mise en œuvre effective des différentes actions et réformes pour une LCC efficace et une meilleure interaction entre Etat et population	Oui	Chargé de programme
Opérationnel	Janvier 2018	Non disponibilité de Consultants, de matériels au moment voulu entravant la performance du projet.	31 décembre 2018	Constitution de base de données de ressources humaines et prestataires	Non	UPM
Financier	Janvier 2018	Retard de la mise à disposition de fonds auprès des partenaires opérationnels.	31 décembre 2018	Développement de plan de redressement/rattrapage	Non	Chargé de programme

Annexe 3 : JOURNAL DES PROBLEMES

Description	Date d'identification	Type	Date mise à jour	Réponse du management	Statut critique	Responsable
Opérationnel	Janvier 2018	Concernant l'élaboration et la mise en œuvre de la loi sur l'accès à l'information, le contexte électoral actuel ainsi le manque de volonté de collaboration entre MCRI porteur du projet de loi et CSI initiateur du projet de loi pourrait affecter le déroulement de l'activité	Juin 2018	Implication du Comité de Pilotage du PBF pour gérer cette discordance	Oui	Chargé de programme
		Non disponibilité de Consultants, de matériels au moment voulu entravant la performance du projet.	31 décembre 2018	Développement de plan de redressement/rattrapage	Non	UPM
Financier	Janvier 2018	Retard de la mise à disposition de fonds auprès des partenaires opérationnels.	31 décembre 2018	Développement de plan de redressement/rattrapage	Non	Chargé de programme

Annexe 4 : PLAN DE COMMUNICATION

PROJET INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES INTEGRES, REPRESENTATIVES ET CREDIBLES

Année 2018

Type d'Action de suivi	Partie-Prenantes	Date due	Complétée	Statuts
Produit 1 : La lutte contre la corruption à Madagascar est renforcée en efficacité				
Activity 1.1: Les institutions nationales de lutte contre la corruption y compris la Justice, assurent leur mandat avec efficacité et intégrité				
ACTIVITE 1.1.1. Accompagner la mise en place et opérationnalisation des Pôles Anti-Corruption (PAC)				
Communication officielle sur la cérémonie d'inauguration du bâtiment du PAC d'Antananarivo (discours management, roll up PNUD/PBF)	Unité de projet ; Ministère de la justice ; institutions de LCC, unité gouvernance, unité communication du PNUD	Mars 2018		
Communication sur la formation des magistrats et greffiers des 3 premiers PAC installés (discours management, roll up PNUD/PBF)				
ACTIVITE 1.1.2. Renforcer les capacités du BIANCO, CSI et SAMIFIN et leur coordination (entre eux et avec le PAC)				
Communication sur le transfert des matériels aux institutions de LCC	Unité de projet ; Institutions de LCC; comité de pilotage du projet; unité gouvernance, unité communication du PNUD	Juillet 2018		
Communication sur deux ateliers de renforcement des capacités et coordination du BIANCO, SAMIFIN, CSI et PAC	Unité de projet ; Institutions de LCC; comité de pilotage du projet; unité gouvernance, unité communication du PNUD	Juillet 2018		
Activity 1.2 L'impunité est réduite à travers le renforcement des mécanismes de contrôle internes de la Justice, le renforcement des capacités, des cadres légaux et institutionnels				
Activité 1.2.1. Appuyer les mécanismes d'intégrité judiciaire				
Communication sur l'atelier de validation de l'analyse des besoins pour l'Opérationnalisation de la Commission de Réforme pour l'Intégrité Judiciaire	Unité de projet ; comité de projet ; Ministère de la Justice; CSI, unité gouvernance, unité communication du PNUD	Juillet 2018		
Communication sur la sensibilisation sur l'intégrité judiciaire				
Activité 1.2.2. Appuyer l'effectivité de l'exécution des peines grâce à la frappe des jugements				
Communication sur la frappe des jugements des TPI d'Antananarivo	Unité de projet ; comité de projet ; Ministère de la Justice; ENMG, unité gouvernance, unité communication du PNUD	Septembre 2018		
Activité 1.2.3. Informatisation du casier judiciaire				
Communication sur l'atelier de validation des évaluations juridiques et informatiques de l'informatisation du casier judiciaire	Unité de projet ; comité de projet ; Ministère de la Justice; unité gouvernance, unité communication du PNUD	Mars 2018		

Type d'Action de suivi	Partie-Prenantes	Date due	Complétée	Statuts
Communication sur la remise du logiciel d'informatisation du casier judiciaire	Unité de projet ; comité de projet ; Ministère de la Justice; unité gouvernance, unité communication du PNUD	Juillet 2018		
Communication sur les renforcements des capacités des greffiers (discours management, roll up PNUD/PBF)	Unité de projet ; comité de projet ; Ministère de la Justice; unité gouvernance, unité communication du PNUD	Juillet 2018		
Activité 1.2.4. Appuyer la mise en œuvre de la loi sur le recouvrement des avoirs				
Communication sur les décrets d'application de la loi sur le recouvrement des avoirs	Unité de projet ; comité de projet Ministère de la Justice; unité gouvernance, unité communication du PNUD	Juillet 2018		
Communication sur l'atelier de validation d'un modèle d'agence de recouvrement (discours management, roll up PNUD/PBF)	Unité de projet ; comité de projet Ministère de la Justice, acteurs de LCC, unité gouvernance, unité communication du PNUD	Décembre 2018		

Type d'Action de suivi	Partie-Prenantes	Date due	Complétée	Statuts
Activity 1.3 La population est habilitée à utiliser à bon escient les mécanismes de lutte contre la corruption				
Activité 1.3.1 Mise en place d'un mécanisme de protection des dénonciateurs (whistleblowers)				
Communication sur l'atelier de validation et la mise en œuvre du mécanisme de protection des dénonciateurs Communication sur l'atelier de validation de « l'état zéro » de la Stratégie Nationale de la Lutte contre la Corruption (SNLCC)	Unité de projet ; comité de projet Ministère de la Justice, acteurs de LCC, unité gouvernance, unité communication du PNUD	Mars et juillet 2018		
ACTIVITE 1.3.2 Réaliser une étude sur la corruption sexuelle et basée sur le genre et élaborer des outils de sensibilisation				
Communication sur l'atelier de validation des outils de sensibilisation sur la corruption sexuelle et basée sur le genre (discours management, roll up PNUD/PBF)	Unité de projet ; comité de projet Ministère de la Justice, acteurs de LCC, unité gouvernance, unité communication du PNUD	juin 2018		
ACTIVITE 1.3.3 Communiquer à la population les mécanismes et dispositions prévues pour la LCC				
Communication sur les outils, mécanismes et dispositions prévues pour la LCC	Unité de projet ; comité de projet Ministère de la Justice, acteurs de LCC, unité gouvernance, unité communication du PNUD	Août 2018 Octobre 2018		

Type d'Action de suivi	Partie-Prenantes	Date due	Complétée	Statuts
Activity 2.2 La culture de la redevabilité des représentants politiques envers la population est développée/améliorée				
Activité 2.2.1. Renforcer la connaissance des Parlementaires sur leur redevabilité, la transparence et la lutte contre la corruption				
Communication sur l'atelier de partages d'expériences et de bonnes pratiques par l'invitation des représentants de GOPAC et APNAC (discours management, roll up PNUD/PBF)	Unité de projet ; comité de projet, assemblée nationale, sénat, unité gouvernance, unité communication du PNUD	Juin 2018		
ACTIVITE 2.2.3 Appuyer l'élaboration d'outils de dialogue entre parlementaires et électeurs				
Communication sur les émissions télé et radio de l'Assemblée Nationale et du Sénat	Unité de projet ; comité de projet, assemblée nationale, sénat, unité gouvernance, unité communication du PNUD	Mars 2018		
Communication sur les outils pour garder le lien des parlementaires avec leurs électeurs dans le Sud	Unité de projet ; comité de projet, assemblée nationale, sénat, unité gouvernance, unité communication du PNUD	juillet 2018		

Type d'Action de suivi	Partie-Prenantes	Date due	Complétée	Statuts
Activity 3.1 La population utilise de manière accrue son droit à l'accès aux documents légaux et administratifs				
Activité 3.1.1 Appuyer l'élaboration et la promulgation de la loi sur l'accès à l'information				
Communication sur les ateliers de consultations sur la mise à jour de l'avant-projet	Unité de projet ; comité de projet, CSI, MCRI, unité gouvernance, unité communication du PNUD	Mars à mai 2018		
Communication sur l'atelier de validation sur la mise à jour de l'avant-projet	Unité de projet ; comité de projet, CSI, MCRI, unité gouvernance, unité communication du PNUD	Septembre 2018		
ACTIVITE 3.1.2 Appuyer des initiatives de sensibilisation et mobilisation des jeunes en matière de lutte contre la corruption, redevabilité et/ou prévention et gestion de conflit				
Communication sur le renforcement de capacité des OSC en matière d'interpellation	Unité de projet ; comité de projet, acteurs de LCC, unité gouvernance, unité communication du PNUD	Juin 2018		

Communication sur la journée des RHI et à l'appui aux Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité du BIANCO) – discours management, roll up PNUD/PBF	Unité de projet ; comité de projet, acteurs de LCC, unité gouvernance, unité communication du PNUD	juin 2018		
---	--	-----------	--	--

Annexe 5 : PLAN DE SUIVI

PROJET INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES INTEGRES, REPRESENTATIVES ET CREDIBLES

Année 2018

Type d'Action de suivi	Partie-Prenantes	Date due	Complétée	Statuts
Produit 1 : La lutte contre la corruption à Madagascar est renforcée en efficacité				
Activity 1.1: Les institutions nationales de lutte contre la corruption y compris la Justice, assurent leur mandat avec efficacité et intégrité				
ACTIVITE 1.1.1. Accompagner la mise en place et opérationnalisation des Pôles Anti-Corruption (PAC)				
Suivi de la réhabilitation du bâtiment du PAC d'Antananarivo	Unité de projet ; Ministère de la justice ; institutions de LCC, unité gouvernance	Novembre 2018		
Suivi de la formation des magistrats et greffiers des 3 premiers PAC installés				
Suivi de la sensibilisation à l'endroit de la population sur les PACs				

Type d'Action de suivi	Partie-Prenantes	Date due	Complétée	Statuts
ACTIVITE 1.1.2. Renforcer les capacités du BIANCO, CSI et SAMIFIN et leur coordination (entre eux et avec le PAC)				
Suivi du transfert des matériels aux institutions de LCC	Unité de projet ; Institutions de LCC; comité de pilotage du projet; unité gouvernance	Juillet 2018		
Suivi des deux ateliers de renforcement des capacités et coordination du BIANCO, SAMIFIN, CSI et PAC	Unité de projet ; Institutions de LCC; comité de pilotage du projet; unité gouvernance	Juillet 2018		
Produit 1.2 L'impunité est réduite à travers le renforcement des mécanismes de contrôle internes de la Justice, le renforcement des capacités, des cadres légaux et institutionnels				
Activité 1.2.1. Appuyer les mécanismes d'intégrité du système judiciaire				
Suivi de l'atelier de validation de l'analyse des besoins pour l'Opérationnalisation de la Commission de Réforme pour l'Intégrité Judiciaire	Unité de projet ; comité de projet, Ministère de la Justice; unité gouvernance	Juillet 2018		
Suivi de la sensibilisation sur l'intégrité judiciaire				
Activité 1.2.2 Appuyer l'effectivité de l'exécution des peines grâce à la frappe des jugements				
Suivi des activités de frappe des jugements des TPI d'Antananarivo	Unité de projet ; comité de projet, Ministère de la Justice; unité gouvernance	Septembre 2018		
Activité 1.2.3. Informatisation du casier judiciaire				
Suivi de l'atelier de validation des évaluations juridiques et informatiques de l'informatisation du casier judiciaire	Unité de projet ; comité de projet ; Ministère de la Justice; unité gouvernance, unité communication du PNUD	Mars 2018		
Suivi des renforcements des capacités des greffiers	Unité de projet ; comité de projet ; Ministère de la Justice; unité gouvernance, unité communication du PNUD	Juillet 2018		
Suivi de l'achat ou conception du logiciel d'informatisation du casier judiciaire	Unité de projet ; comité de projet ; Ministère de la Justice; unité gouvernance	Juillet 2018		
Activité 1.2.4. Appuyer la mise en œuvre de la loi sur le recouvrement des avoirs				
Suivi des décrets d'application de la loi sur le recouvrement des avoirs	Unité de projet ; comité de projet Ministère de la Justice; unité gouvernance, unité communication	Juillet 2018		
Suivi de la conception et de la validation d'un modèle d'agence de recouvrement	Unité de projet ; comité de projet Ministère de la Justice, acteurs de LCC, unité gouvernance	Décembre 2018		

Type d'Action de suivi	Partie-Prenantes	Date due	Complétée	Statuts
Produit 1.3 La population est habilitée à utiliser à bon escient les mécanismes de lutte contre la corruption				

Activité 1.3.1 Mise en place d'un mécanisme de protection des dénonciateurs (whistleblowers)				
Suivi de l'atelier de validation du mécanisme de protection des dénonciateurs	Unité de projet ; comité de projet Ministère de la Justice, acteurs de LCC, unité gouvernance	Mars et juillet 2018		
Suivi de l'atelier de validation de « l'état zéro » de la Stratégie Nationale de la Lutte contre la Corruption (SNLCC)	Unité de projet ; comité de projet Ministère de la Justice, acteurs de LCC, unité gouvernance	Décembre 2018		
ACTIVITE 1.3.2 Réaliser une étude sur la corruption sexuelle et basée sur le genre et élaborer des outils de sensibilisation				
Suivi de l'atelier de validation des outils de sensibilisation sur la corruption sexuelle et basée sur le genre	Unité de projet ; comité de projet Ministère de la Justice, acteurs de LCC, unité gouvernance	Juin 2018		
Suivi de la vulgarisation des outils de sensibilisation	Unité de projet ; comité de projet Ministère de la Justice, acteurs de LCC, unité gouvernance	Septembre 2018		
ACTIVITE 1.3.3 Communiquer à la population les mécanismes et dispositions prévues pour la LCC				
Suivi de la communication des mécanismes et dispositions prévues pour la LCC	Unité de projet ; comité de projet Ministère de la Justice, acteurs de LCC, unité gouvernance	Août 2018 Octobre 2018		

Type d'Action de suivi	Partie-Prenantes	Date due	Complétée	Statuts
Activity 2.2 La culture de la redevabilité des représentants politiques envers la population est développée/améliorée				
Activité 2.2.1. Renforcer la connaissance des Parlementaires sur leur redevabilité, la transparence et la lutte contre la corruption				
Suivi de l'atelier de partages d'expériences et de bonnes pratiques par l'invitation des représentants de GOPAC et APNAC	Unité de projet ; comité de projet, assemblée nationale, sénat, unité gouvernance	Juin 2018		
ACTIVITE 2.2.3 Appuyer l'élaboration d'outils de dialogue entre parlementaires et électeurs				
Suivi des émissions télé et radio de l'Assemblée Nationale et du Sénat	Unité de projet ; comité de projet, assemblée nationale, sénat, unité gouvernance	Mars 2018		
Suivi de la mise en œuvre des outils pour garder le lien des	Unité de projet ; comité de projet, assemblée nationale, sénat, unité gouvernance	Juillet 2018		

parlementaires avec leurs électeurs dans le Sud				
---	--	--	--	--

Type d'Action de suivi	Partie-Prenantes	Date due	Complétée	Statuts
Activity 3.1 La population utilise de manière accrue son droit à l'accès aux documents légaux et administratifs				
Activité 3.1.1 Appuyer l'élaboration et la promulgation de la loi sur l'accès à l'information				
Suivi des ateliers de consultations sur la mise à jour de l'avant-projet	Unité de projet ; comité de projet, CSI, MCRI, unité gouvernance	Mars à mai 2018		
Suivi de l'atelier de validation sur la mise à jour de l'avant-projet	Unité de projet ; comité de projet, CSI, MCRI, unité gouvernance	Mai 2018		
Suivi de la communication sur les documents de plaidoyer	Unité de projet ; comité de projet, CSI, MCRI, unité gouvernance, unité communication du PNUD	Juin 2018		
ACTIVITE 3.1.2 Appuyer des initiatives de sensibilisation et mobilisation des jeunes en matière de lutte contre la corruption, redevabilité et/ou prévention et gestion de conflit				
Suivi des renforcements de capacité des OSC en matière d'interpellation	Unité de projet ; comité de projet, acteurs de LCC, unité gouvernance	Juin 2018		
Suivi de la préparation et de la tenue de la journée des RHI et à l'appui aux Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité du BIANCO)	Unité de projet ; comité de projet, acteurs de LCC, unité gouvernance	Juin 2018		

Type d'Action de suivi	Partie-Prenantes	Date due	Complétée	Statuts
Activity 4.1 L'équipe de mise en œuvre du projet est mise en place et opérationnelle				
Activité 4.1.2 La mise en œuvre du projet est communiqué et suivie, et l'assurance qualité est assurée par le programme PNUD				
Suivi de la préparation des revues et missions de suivi	Unité de projet ; comité de projet, unité gouvernance	Avril Juillet, octobre et décembre 2018		

Handwritten signatures and initials in blue ink.

LISTE DES ACRONYMES

CTD	Collectivités Territoriales Décentralisées
DPP	Document de Programme Pays
PAPP	Plan d'Action du Programme Pays
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies d'Aide au Développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTA	Plan de Travail Annuel
SNU	Système des Nations Unies
STD	Services Techniques Déconcentrés
UCOM	Unité Communication
USE	Unité Suivi-Evaluation
UPM	Unité de Passation de Marché



FICHE DE SUIVI

N° suivi Registry

N° suivi Dispatching

Unité d'origine	Date d'initiation	Date envoi au responsable	Paraphe	Commentaires
IDIRC				
Contenu	PLAN DE TRAVAIL ANNUEL 2018			
Unité/Fonction	Date entrée	Date sortie	Paraphe	
1. Registry	5 JAN 2018			
2. Lalaine CP		15/01	✓	
3. Deleau	15/1	15/1 D		
4. DRRP		16/1	☺	
5. IDIRC	17/01			
6.				
7.				
8.				
9.				
10.				
11.				
12.				
13.				

A la fin du processus, veuillez donner au HACT la fiche de suivi pour archive et retour à l'unité d'origine

Version du 16 Mai 2017